



La crucifixion de Jeremy Corbyn.

Les amis d'Israël demandent sa totale reddition

Par [Philip Girdali](#)

Mondialisation.ca, 04 septembre 2018

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#)

Beaucoup pensent que la très visible domination des amis d'Israël sur certains aspects de la politique gouvernementale est un phénomène unique aux États-Unis, où les Juifs engagés et les sionistes chrétiens sont capables de contrôler à la fois les politiciens et le message médiatique relatif à ce qui se passe au Moyen-Orient. Malheureusement, la réalité est qu'il existe un « *lobby israélien* » dans de nombreux autres pays, tous dédiés à la promotion des agendas promus par les gouvernements israéliens successifs, quels que soient l'intérêt national du pays hôte. L'incapacité de confronter Israël à ses crimes contre l'humanité ainsi que de résister à ses diktats sur des questions telles que l'antisémitisme et le discours de haine a causé de terribles dommages à la liberté d'expression en Europe de l'Ouest et, plus particulièrement, dans le monde anglophone.

Pour les États-Unis, cette corruption des médias et du processus politique par Israël a entraîné [des guerres sans fin](#) au Moyen-Orient ainsi que la perte des libertés civiles dans le pays, mais d'autres pays ont compromis leurs propres valeurs déclarées bien au-delà. L'ancien premier ministre canadien Stephen Harper a [fait l'éloge](#), à tort, d'Israël comme étant une lumière qui « *...brûle, brillante, soutenue par les principes universels de toutes les nations civilisées - liberté, démocratie, justice* ». Il a [également dit](#) : « *Je défendrai Israël à n'importe quel prix* » pour le Canada, une affirmation que certains pourraient considérer comme très, très étrange pour un chef d'État canadien.

Dans d'autres cas, Israël joue directement au dur, menaçant de représailles les gouvernements qui n'obéissent pas. Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a [récemment averti](#) la Nouvelle-Zélande que soutenir une résolution de l'ONU condamnant les colonies israéliennes équivaldrait à une « *déclaration de guerre* ». Il a pu le faire parce qu'il avait confiance dans le pouvoir du lobby israélien dans ce pays pour se mobiliser et produire le résultat souhaité.

Netanyahu 'told New Zealand backing UN vote would be declaration of war'

Israeli PM reportedly warned that support for motion on settlements would 'rupture relations' between two countries



▲ Benjamin Netanyahu reportedly told Murray McCully, the New Zealand foreign minister: 'This is a scandalous decision.' Photograph: Dan Balilty/AP

Benjamin Netanyahu reportedly told New Zealand's foreign minister that support for a UN resolution condemning Israeli settlement-building in the occupied territories would be viewed as a "declaration of war".

Certains seront peut-être surpris d'apprendre que la « *Mère des parlements* » en Grande-Bretagne est peut-être l'organe législatif le plus dominé par les intérêts israéliens, plus, à bien des égards, que le Congrès des États-Unis. Le Parti conservateur au pouvoir a un *Groupe des Amis d'Israël* dont plus de 80 % de ses parlementaires font partie. [BICOM](#), le Centre de communication et de recherche de la Grande-Bretagne, est un clone situé à Londres de l'*American Israel Political Action Committee* ([AIPAC](#)). Il est bien financé et politiquement puissant, travaillant par l'intermédiaire de ses différents mandataires « *Amis d'Israël* ». Les Américains pourraient être surpris d'apprendre à quel point ce pouvoir est manifeste, y compris qu'en Grande-Bretagne, les organisations juives sont [autorisées à patrouiller](#) les quartiers juifs de Londres dans des uniformes de type policier tout en conduisant des véhicules de type policier. Des rapports font état de patrouilles menaçant les musulmans qui cherchent à entrer dans ces quartiers.

La Premier ministre Theresa May veille à ne jamais offenser ni Israël ni la riche et puissante communauté juive britannique. Après que le secrétaire d'État John Kerry a décrit le gouvernement d'Israël comme étant « *d'extrême-droite* », le 28 décembre 2016, May s'est précipitée à la défense de Tel Aviv, [en disant](#) « *nous croyons qu'il n'est pas approprié d'attaquer la composition du gouvernement démocratiquement élu d'un allié* ». La réplique de May aurait pu être écrite par Netanyahu, et c'était peut-être le cas. Deux semaines plus tard, son gouvernement a émis des « [réserves](#) » au sujet d'une conférence de paix au Moyen-Orient parrainée par le gouvernement français à la mi-janvier et n'a pas signé de déclaration commune appelant à une solution négociée à deux États au conflit israélo-palestinien après que Netanyahu a condamné avec véhémence les procédures.

Cette déférence existe en dépit de la récente et étonnante révélation d'*al-Jazeera*, qui a

révélé comment l'ambassade d'Israël à Londres manigance avec des fonctionnaires du gouvernement pour « *faire tomber* » les parlementaires et les ministres du gouvernement qui sont considérés comme critiques à l'égard de l'État juif. On a également appris que l'ambassade d'Israël subventionnait et conseillait secrètement des groupes privés qui défendaient les intérêts israéliens, y compris des associations de députés.

Le chef des travaillistes britanniques, Jeremy Corbyn, fait l'objet d'attaques incessantes en raison du fait qu'il est le premier chef d'un parti politique majeur à résister au fait qu'on exige de lui qu'il place Israël sur un piédestal. Corbyn est en effet un homme de gauche qui s'est toujours opposé au racisme, au nationalisme extrême, au colonialisme et à l'interventionnisme militaire. Le crime de Corbyn est de critiquer l'État juif et d'appeler à « *mettre fin à la répression du peuple palestinien* ». Du coup, il est poursuivi sans pitié par les juifs britanniques, même ceux de son propre parti, depuis plus de deux ans.

L'invective lancée par certains juifs britanniques et Israël a dernièrement monté en puissance, probablement parce que le gouvernement conservateur de Theresa May est perçu comme étant faible et qu'il y a une nette possibilité que le chef du Parti travailliste soit le prochain Premier ministre. Le fait qu'un premier ministre britannique puisse être compatissant au sort des Palestiniens est considéré comme tout à fait inacceptable.



Le mois dernier, la parlementaire travailliste de droite, Margaret Hodge, a haussé les enchères, qualifiant Corbyn de « *putain d'antisémite et de raciste* ». Elle a ensuite écrit dans le *Guardian* que le Parti travailliste est « *un environnement hostile pour les juifs* ». Le *Guardian*, traditionnellement libéral, a en fait été à l'avant-garde de la critique juive de Corbyn, dirigée par son rédacteur en chef Jonathan Freedland, [qui considère](#) que « *son identité juive est intimement liée à Israël, et qu'attaquer Israël, c'est l'attaquer personnellement (...) il exige le droit exclusif de contrôler les paramètres des discussions sur Israël* ». Le mois dernier, il a publié dans son journal [une lettre](#) attaquant Corbyn, signée par 68 rabbins.

Toutes ces attaques ont été plus ou moins orchestrées par le gouvernement israélien, qui soutient directement des groupes qui se sont unis pour faire tomber Corbyn. Cet effort pour détruire le leader travailliste inclut l'utilisation d'une application diffusant des messages via les médias sociaux accusant Corbyn d'antisémitisme. L'application a été développée par [le ministère](#) des Affaires stratégiques d'Israël, qui « *dirige les efforts secrets d'Israël pour saboter le mouvement de solidarité avec la Palestine, dans le monde entier* ».

La campagne « *se payer Corbyn* » a deux objectifs principaux. La première est de le retirer de la direction du Parti travailliste, garantissant ainsi qu'il ne sera jamais élu Premier

ministre, tout en éliminant du parti tous les membres qui sont perçus comme étant « *trop critiques* » à l'égard d'Israël. Dans la pratique, cela signifie toute personne critiquant Israël. Deuxièmement, il s'agit d'établir un principe juridique établissant que l'infraction de « *crime de haine* » antisémite soit spécifiquement définie de manière à inclure la critique d'Israël, ce qui fait qu'il sera criminel d'écrire ou de parler du comportement raciste d'Israël envers sa minorité musulmane et chrétienne tout en rendant impossible de discuter librement de ses crimes de guerre.

Le [principal argument](#) utilisé contre Corbyn est que le Parti travailliste est inondé par l'antisémitisme et que Corbyn ne fait rien, ou pas assez, pour s'y opposer. Certains des coups les plus brutaux portés contre lui sont venus du groupe habituel aux États-Unis. Andrew Sullivan a récemment [fait remarquer](#) dans le *New York Magazine* que « *lorsqu'il est apparu que Naz Shah, une nouvelle députée travailliste, avait donné son avis sur Facebook avant d'être élue pour qu'Israël soit transféré aux États-Unis, et que l'ancien maire de Londres, Ken Livingstone, l'a soutenue en soutenant que les nazis avaient initialement favorisé le sionisme, Corbyn n'a pas fait beaucoup d'histoires* ». Sullivan a ensuite écrit : « *Il est alors apparu que Corbyn lui-même avait souscrit à divers groupes pro-palestiniens sur Facebook où un antisémitisme de base s'est épanoui* » et qu'il avait même « *... assisté à une réunion sur la Journée commémorative de l'Holocauste en 2010, intitulée 'Plus jamais pour personne : 'D'Auschwitz à Gaza', assimilant les Israéliens aux nazis* ».

En d'autres termes, Corbyn aurait dû être responsable de la qualité des points de vue personnels de [Shah](#) et [Livingstone](#), qui ont par la suite été suspendus du Parti travailliste et Livingstone a fini par démissionner. Il aurait également dû éviter les commentaires des Palestiniens sur Facebook parce que des antisémites présumés contribuent occasionnellement à donner leurs opinions et ne devraient reconnaître en aucune façon les crimes de guerre israéliens commis quotidiennement à Gaza.

Corbyn doit donc accepter le fait qu'il doit être un antisémite, comme le discernent Andrew Sullivan de ce côté-ci de l'Atlantique et une foule de soutiens Israéliens en Grande-Bretagne. Mais le pire crime du dirigeant travailliste qui est considéré comme une « [menace existentielle](#) » pour le peuple juif partout dans le monde est sa résistance à la pression exercée sur lui pour qu'il endosse et adopte la définition précise et multidimensionnelle de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA) de ce qui constitue l'antisémitisme. La définition de base de l'antisémitisme de l'IHRA est suffisamment raisonnable, y compris « *une certaine perception des juifs, qui peut s'exprimer sous forme de haine envers les Juifs. Les manifestations rhétoriques et physiques de l'antisémitisme s'adressent à des individus juifs ou non-juifs et/ou à leurs biens, aux institutions communautaires juives et aux installations religieuses* ».

Le Parti travailliste et Corbyn ont accepté cette définition mais se sont opposés à onze « *exemples contemporains d'antisémitisme* » également fournis par l'IHRA, dont quatre n'ont rien à voir avec les Juifs et tout à voir avec Israël. Ces exemples sont :

- Accuser des citoyens juifs d'être plus loyaux envers Israël, ou envers les prétendues priorités des Juifs dans le monde entier, qu'envers les intérêts de leurs propres nations.
- Priver le peuple juif de son droit à l'autodétermination, par exemple en prétendant que l'existence d'un État d'Israël est une entreprise raciste.
- Établir des comparaisons entre la politique israélienne contemporaine et celle des nazis.

- Appliquer deux poids deux mesures en exigeant d'Israël un comportement qui n'est pas attendu ou exigé d'une autre nation démocratique.

On peut observer que beaucoup de juifs – pas tous ou même la plupart – mais beaucoup ont une double loyauté dans laquelle l'allégeance à Israël est dominante. Je citerai à titre d'exemple l'actuel ambassadeur des États-Unis en Israël, David Friedman, qui passe une grande partie de son temps à défendre Israël. Et il y a aussi les juifs américains qui ont espionné pour Israël, y compris Jonathan Pollard et les membres de l'AIPAC, Steven J. Rosen et Keith Weissman, qui ont obtenu des informations classifiées de Lawrence Franklin et ont ensuite [transmis](#) ce qu'ils avaient obtenu aux services de renseignements israéliens.

Et oui, Israël est une « *entreprise raciste* ». Jetez un coup d'œil à la récente [loi sur la nationalité](#) adoptée par la Knesset qui déclare qu'Israël est un État juif. Elle n'accorde l'autodétermination qu'à ceux qui vivent à l'intérieur de ses frontières et qui sont juifs. Et si l'utilisation de distinctions raciales pour une citoyenneté à part entière tout en bombardant des hôpitaux et des écoles, tout en faisant la queue pour tirer sur des milliers de manifestants palestiniens non armés, n'est pas un comportement nazi, alors qu'est-ce que c'est ? Israël et son chef sont parfois comparés aux nazis et à Adolf Hitler parce qu'ils se comportent comme les nazis et Adolf Hitler.

Et enfin, il y a la définition qui remet en question toute remise en question du fait qu'Israël ne se comporte pas comme les autres nations démocratiques. Eh bien, tout d'abord, Israël n'est pas une démocratie. C'est une théocratie ou une ethnocratie ou, si vous préférez, un État policier. D'autres pays qui se disent démocratiques ont des droits égaux pour tous les citoyens. D'autres démocraties n'ont pas des centaines de milliers de colons qui volent la terre et même les ressources en eau de la population indigène et la colonisent au profit d'un seul segment de sa population. D'autres démocraties ne tirent pas régulièrement sur les manifestants morts et non armés. Combien de démocraties pratiquent actuellement le nettoyage ethnique, comme le font les Juifs israéliens envers les Palestiniens ?

Corbyn cédera-t-il aux demandes de l'IHRA pour sauver sa peau en tant que chef de parti ? Je pense qu'il le fera, comme il le fait déjà régulièrement en concédant des points et en s'excusant, en rendant publiquement l'obéissance requise à l'Holocauste comme étant « *le pire crime du XX^e siècle* ». Et chaque fois qu'il essaie d'apaiser ceux qui veulent l'attraper, il s'affaiblit. Même s'il se soumettait complètement, les soutiens israéliens qui sont chauds pour l'attraper, ayant le contrôle significatif des médias comme aux États-Unis continueront à attaquer jusqu'à ce qu'ils trouvent le point précis qui le fera tomber. Le Conseil exécutif national du parti travailliste se réunira en septembre pour voter sur la pleine acceptation de la définition de l'antisémitisme de l'IHRA. S'ils s'agenouillent, comme il est probable, devant cette force majeure, ce sera la fin de la liberté d'expression en Grande-Bretagne. Critiquer Israël et vous irez en prison.

C'est exactement la même chose qui se passe aux États-Unis. La critique d'Israël ou la protestation contre Israël sera tôt ou tard criminalisée. Je me demande parfois si le sénateur Ben Cardin et les autres qui font la promotion de cette loi sur la haine comprennent vraiment ce qui sera perdu lorsqu'ils sacrifieront la Constitution américaine pour défendre Israël. Une fois que la liberté d'expression aura disparu, elle ne reviendra jamais.

Philip Giraldi

Article original en anglais :



[The Crucifixion of Jeremy Corbyn](#), le 28 août 2018

Cet article a été publié initialement par [The Unz Review](#).

Traduit par Wayan, relu par Cat, vérifié par Diane pour [le Saker francophone](#)

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Philip Giraldi](#), Mondialisation.ca, 2018

Articles Par : [Philip Giraldi](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca